

Prix de Démocratie
Nouvelle Société Helvétique – Rencontres suisses
Lausanne, le 25 novembre 2013

Ce mois de novembre 2013 est faste en réminiscences historiques, en portraits de ceux qui ont fait la Suisse. La Radio-Télévision suisse fait ces jours un louable et nécessaire effort de tri entre l'histoire et les mythes fondateurs, des mythes inventés pour créer de toute pièce une identité nationale et faciliter l'ancrage populaire de l'État fédératif – faussement appelé Confédération à partir de 1848. Et voilà que le Prix de Démocratie que la Nouvelle Société Helvétique – Rencontres suisses remet en mémoire l'importance des « sociétés » dans la création de la Suisse moderne. Avec raison, car si les individus comptent, certes, ce sont les groupes qui font l'histoire.

Il y a deux siècles et demi, la toute jeune Société Helvétique n'est qu'une des nombreuses associations qui, dans le bouillonnement de la fin de l'ancien régime, diffusent les idées de réformes sociales, économique et militaire ou favorisent les échanges entre scientifique et publient leurs découvertes. On est alors encore loin de la démocratie, on ne la réclame pas encore, les liens entre les cantons sont peu contraignants et inégalitaires... cependant, l'idée d'un pays commun commence à prendre forme. La Société Helvétique veut « promouvoir l'amitié et la concorde entre les Confédérés », en organisant une fois l'an une rencontre offrant ainsi, comme l'écrit le Dictionnaire historique de la Suisse, « une occasion unique d'échanges... en présence d'hôtes de marque étrangers ». La publication de ces débats fait avancer les idées de réforme. Les « sociétés » continueront à jouer un rôle important tout au long du XIXe siècle, d'autant plus qu'elles vont, se multipliant, adopter des profils plus politiques ou plus

spécialisés : les unes donneront naissances aux académies scientifiques, aux syndicats, à l'association des officiers, d'autres aux partis politiques. L'intense vie associative qui caractérise le XVIIIe siècle, a bien été le terrain d'exercice d'une démocratie qui sera vraiment inventée au XIXe siècle et développée au XXe.

La Nouvelle Société Helvétique et Rencontres Suisses, filles du XXe siècle et marquées par la menace que constituaient les deux guerres mondiales, se sont aussi donné pour première mission de renforcer la cohésion nationale. Plus préoccupées, au début, de défense nationale – y compris de défense spirituelle - voire de repli identitaire, elles sont devenues des plateformes ouvertes de réflexion sur la démocratie et le fédéralisme, comme en témoignent les annuaires NSH publiés régulièrement jusqu'en 2006 puis les rapports de leurs groupes de travail.

Cette soirée offre donc un cadre tout indiqué pour parler de démocratie, de ce qu'elle a permis d'accomplir et des dangers auxquels elle est exposée.

* * * * *

La démocratie, enfermée « par définition historique » dans des frontières nationales, ne fut jamais parfaite. Elle a cependant permis, en un siècle ou deux, d'intégrer des segments de plus en plus larges de la population dans un processus de décision qui a lui-même dévolu à l'État un modeste rôle de contre-pouvoir aux pouvoirs économiques et financiers et de créateur des conditions cadres nécessaires au développement économique et à l'amélioration du niveau de vie de la plupart.

C'est cet État, grâce à la stabilité des structures démocratiques, qui a donné les garanties nécessaires aux contrats, qui a organisé la politique monétaire et réduit les conséquences les plus brutales des mouvements conjoncturels. Son rôle irremplaçable dans l'éducation et la formation, son financement de la recherche fondamentale et son soutien à la recherche appliquée - entre autres par la reconnaissance de la propriété intellectuelle -, les protections qu'il a instituées contre les aléas de la vie à travers les assurances sociales, une certaine redistribution des revenus par la fiscalité, la construction des infrastructures et de services publics, toutes ces politiques relèvent des deux faces de l'État moderne et démocratique tel que développé lors des « trente glorieuses » qui ont suivi la seconde guerre mondiale : celle qui pose des limites au pouvoir économique de quelques-uns et aspire à plus d'égalité et celle qui est au service du développement économique dans un monde compétitif.

La démocratie est un instrument de résolution de conflits d'intérêt ou de leur atténuation, de façon à maintenir sécurité, stabilité et une adhésion aussi large que possible des individus et des groupes qui composent une société régie par elle et par le droit qu'elle crée. Je n'en connais pas de meilleur pour des groupes sociaux étendus. Pour citer Churchill, c'est « le pire des régimes à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé ». En fait, on lui attribue une formulation encore plus abrupte : « La démocratie est la pire forme de gouvernement totalitaire, à l'exception de tous les autres ». Hommage ambigu, s'il en est. J'y vois plus qu'un goût de la belle formule et le sens de la provocation du premier ministre britannique : le rappel nécessaire de la tension qui ne cessera jamais entre la liberté individuelle et la soumission aux règles communes, la difficulté de concilier le règne de la majorité et les droits des minorités, la ligne qui sépare le citoyen et toutes les personnes dépourvues, ou privées, de ce titre. Rappelons surtout que l'exercice de la démocratie est,

presque exclusivement, limité au territoire national. Elle est donc incapable de gérer la vie sociale au niveau de régions plus larges, de continents et encore moins du monde. Or, c'est bien à ces niveaux « supérieurs » que se posent nombre de problèmes qui affectent la vie quotidienne.

François Furet, dans son « passé d'une illusion », désignent deux ennemis totalitaires de la démocratie, inconciliables avec elle : le fascisme et le bolchévisme. Aujourd'hui, nous avons affaire à ceux que Tzvetan Todorov appelle les « ennemis intimes de la démocratie ». Ils sont intimes, parce qu'ils sont nichés au sein même de la société que la démocratie a pour ambition d'équilibrer, ils s'appellent populisme, communautarisme, xénophobie et racisme, inégalités de pouvoirs, de savoirs et de richesse. En d'autres termes, influences inégales sur les décisions collectives et

Aujourd'hui, des symptômes de crise des démocraties nationales, y compris celles qui semblaient les plus solides, s'accroissent : l'abstentionnisme, le doute que l'État garantisse justice, égalité et sécurité pour tous, le succès de partis qui, tout en se prétendant super-démocratiques, n'ont de cesse de discréditer le fonctionnement de la démocratie et les acteurs des pouvoirs qu'elle détermine, la « classe politique » selon une expression qui veut faire croire à une élite prête à trahir le peuple... ou à se moquer de lui. Deux notions aujourd'hui s'affrontent en Suisse, d'une part, celle d'un « peuple souverain » autorisé, à n'importe quel moment, de se libérer des règles de droit – y compris d'engagements internationaux auxquels il a souscrit – et, d'autre part, la nécessité de concilier en permanence les principes de l'État de droit et les questions soumises aux citoyennes et aux citoyens. On assiste de plus en plus, dans ce sens, à une confusion des rôles, où le peuple – dans certains cas le Parlement – s'érige en juge ou dénie aux tribunaux les possibilités de dire, autant que faire se peut, la

justice. Ce « populisme pénal » n'est qu'un des symptômes non seulement d'une crise de la démocratie – puisqu'il ébranle le principe de la séparation des pouvoirs – mais encore d'une crise de l'humanisme.

Perte de crédibilité à l'intérieur des frontières nationales et impuissance au-delà alimentent, chez certain, le sentiment que l'ère démocratique toucherait à sa fin. C'est pourtant bien en son nom que les peuples manifestent et s'opposent encore aux dictatures. L'aspiration à la démocratie n'est pas une nostalgie. Elle a encore et toujours valeur de programme ; comme tout programme, elle ne peut garantir le succès, surtout pas un succès à court terme - les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen Orient en font actuellement l'expérience. Un écrivain haïtien appelait « bamboche démocratique » l'ivresse de la parole libérée, la fraternité des soulèvements au moment où l'accord se fait, si facilement, sur ce que l'on ne veut plus mais pas encore sur ce que l'on veut... et qui divise. La « bamboche démocratique » n'est pas encore la démocratie. Mais elle mobilise les volontés de la construire, non pas en dépit mais à cause des projets d'avenir différents. Comment ne pas voir, dans la parole libérée des diverses « places de la libération », dans la floraison d'opinions échangées grâce aux réseaux sociaux, comme un écho des débats des sociétés de l'ancien régime européen et suisse. ?

Vous remettrez tout-à-l'heure un « Prix de Démocratie » et je tiens à féliciter d'emblée les lauréats. N'oublions cependant jamais que la démocratie a elle-même un prix : celui des sacrifices consentis en son nom, celui de la participation active qu'elle suppose, celui de la vigilance nécessaire par rapport à ce qui peut la dévoyer.